en toute chose: la craînte des rivalités commerciales trop fortes, les amènera à préférer que le Canada grandisse comme nation Indépendante plutôf que de voir les Américains monopoliser les Immenses richesse économiques de l'Amérique du Nord et commander toute la rive nord-américaine des deux océans. Mals i'Angieterre sera-t-elie assez forte et assez ilbre par alileurs pour s'y opposer?

La France; nos seules relations possibles avec elle

Et la France?

Au risque de scandallser ies tenants du colonialisme moral françals, je ne puls entrevoir ia plus lolntalne perspective d'une alliance avec la France, volre d'une simple entente, pour assurer l'intégrité du territoire canadien, soit contre les emplètements des Etats-Unis ou contre toute agression extra-américaine. Il n'y a guère de probabilités que la France joue de nouveau en Amérique un rôie prépondérant. Elie s'est taillé, en Afrique et en Asie, en Afrique surtout, un immense empire çolonlal qui va suffire à absorber, durant de longues années, tous ses efforts, toutes ses énergles d'expansion. Le caractère particuier de son organisme économique et de sa production industrielle ne la pousse pas, comme l'Angleterre ou l'Allemagne, à s'immlscer dans ies affaires des autres nations pour écouler un énorme surplus d'articles de consommation générale ou de camelote. Ses financiers hésitent pius que les Ailemands ou les Anglais à faire à l'étranger des placements industriels et à courir des aventures de guerre pour les faire valoir.

Il est encore difficile de prévoir les modifications que ia guerre actuelle va opérer dans la situation de la France, dans ses ambitions mondiales et sa politique étrangère, dans le tempérament et les habitudes de son peuple. Ce qui est certain, toutefols, c'est que, sortit-elle victorleuse, trlomphante même, de sa lutte contre l'Allemagne, la France ne sera certainement pas en mesure d'encourir les risques d'une guerre avec les Etats-Unis ou ie Japon, à seule fin de protéger ie Canada, — pas plus le

Canada français que le Canada anglais.

Il n'y a pas même, entre la France et la Confédération canadienne, un ilen d'intérêts économiques assez pulssant pour

justifier une entente de protection mutuelie.

Avant la guerre, nous aurions pu intéresser la France à notre sort en nous efforçant d'attlrer ici le plus possible d'émigrés français, peu nombreux du reste. Mals cela, nous ne l'avons pas voulu. Notre politique d'immigration a toujours été toute à l'anglaise et à l'ailemande, même quand elle était sous la haute direction de M. Laurier flanqué de M. Lemieux. Aucun